

préféré décentraliser les bureaux pour les transférer à Hull ou ailleurs. Je parle plutôt de ces fautes de gestion qui amènent un énorme gaspillage puisqu'on ne se sert pas de bâtisses qui existent déjà. Le gouvernement aurait dû se livrer à une planification plus intelligente et appliquer ce programme de décentralisation par étape afin que de ne pas gaspiller ainsi les deniers du contribuable.

Il existe bien d'autres exemples de cette incurie. J'aimerais parler d'une question qui a déjà été soulevée à la Chambre. Il s'agit d'une annonce publicitaire qui est sortie dans un petit hebdomadaire de ma circonscription. Depuis peu, cette annonce est publiée dans tous les quotidiens et hebdomadaires de la Saskatchewan. Celle que j'ai en main a été publiée dans une revue hebdomadaire, la *Foam Lake Review*, le 14 mars 1979. Il s'agit d'une annonce dont on peut dire qu'elle est politique, puisque c'est le gouvernement du Canada qui la paye. Elle fait la publicité du ministre des Transports (M. Lang) et de Transport Canada. L'annonce s'intitule: «Le Canada peut-il réellement porter sa capacité d'exportation de grain à un milliard et quart de boisseaux par an d'ici 1985?» Cet encart publicitaire vante les progrès énormes que le gouvernement a réalisés au cours des dernières années en développant notre capacité d'exportation céréalière. J'aimerais savoir combien coûte un encart de ce type.

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): On veut faire croire que c'est un article.

M. Nystrom: Comme le dit le député de Nanaimo-Cowichan-Les Îles, on donne l'impression que c'est un article. Un encart identique est paru à Vancouver. Il invitait à économiser des milliards de dollars sur la consommation d'essence au cours des cinq prochaines années. Il émanait du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Gillespie), l'honorable tsar de l'énergie. Il y a différentes annonces de ce genre. Je vois le député de Battleford-Kindersley (M. Isaac) sourire. Il a vraiment très honte de tout cela.

Et le Comité d'action des chemins de fer des Prairies? Ce comité a été établi par le ministre des Transports pour étudier la question de la désaffectation de lignes ferroviaires dans les Prairies. J'aimerais vous lire l'annonce vantant les mérites de ce comité. La voici:

Il y a plusieurs moyens d'intervenir dès maintenant pour essayer de protéger les lignes secondaires qui sont menacées. Voici comment il faut procéder:

1. Formez un comité de défense dans votre localité. Collaborez avec les autres comités qui ont été créés pour protéger la même ligne.
2. Essayez de savoir pour quelles raisons la commission Hall ou le Comité d'action des chemins de fer des Prairies a recommandé l'abandon de la ligne. Vous décelerez peut-être une grosse erreur ou constaterez que la situation a changé.

Le Comité d'action des chemins de fer des Prairies a commis bien des erreurs. Voici la suite de l'annonce:

3. Mettez les représentants de la CCT dans l'Ouest au courant de votre initiative. Ils sauront ainsi que certaines personnes veulent protéger une ligne et obtenir une audience.

Le ministre pourrait faire ce genre de déclarations dans des communiqués et dans des discours. On peut d'ailleurs rétorquer qu'aucune ligne ne devrait être abandonnée en principe. Voici la suite:

4. Le bureau régional de la CCT pour l'ouest peut refuser d'acquiescer à une demande d'abandon pendant environ 5 ans. Il peut aussi recommander au ministre des Transports d'ajouter une ligne au réseau permanent, ce qui est garanti de nous amener au siècle prochain.

Gaspillage et mauvaise gestion

Le ministre des Transports peut ajouter des lignes au réseau permanent.

Il ne faut pas oublier ce que ces annonces coûtent aux contribuables. Ce genre de choses rend les Canadiens extrêmement cyniques à l'égard du gouvernement et des aptitudes des hommes politiques, des bureaucrates et des fonctionnaires en matière de gestion. Ce spectacle m'attriste car je ne crois pas que les sociétés d'État, les administrations publiques ou les fonctionnaires soient moins capables de gérer des fonds ou de planifier l'économie que le secteur privé. Des annonces de ce genre enlèvent de la crédibilité au gouvernement en tant qu'institution; elles enlèvent de la crédibilité à ceux qui participent à la vie publique et qui gèrent les fonds du pays. Cette annonce est honteusement politique. Le gouvernement distribue des faveurs administratives pour tenter de se faire réélire dans quelques circonscriptions de l'ouest.

Une voix: C'est ce qu'il faut faire.

M. Nystrom: J'aimerais bien que le député d'en face se lève pour dire que c'est ainsi que le gouvernement doit administrer notre pays.

Dans un débat de ce genre, nous devrions examiner les priorités que le gouvernement s'est données dans la gestion des fonds publics. Outre le fait que le gouvernement gaspille de l'argent, nous devrions examiner ses priorités. Il est prêt à donner des millions de dollars à des équipes de hockey pour aménager des patinoires, mais lorsqu'une petite ville désire construire une patinoire pour encourager le sport amateur, elle se heurte très tôt au programme de restrictions gouvernementales. Pourquoi?

• (1550)

Voyons ensuite ce qui se passe dans le domaine de la recherche médicale chez nous. Là encore, il y a eu réduction budgétaire. Voyons les problèmes qu'éprouvent les autochtones, et notamment dans le domaine du logement: là encore on impose des mesures d'austérité. Il s'agit là à mon avis de mauvaise gestion des fonds gouvernementaux.

Voyons les millions de dollars qu'on accorde à l'industrie des pâtes et papiers bien que ces compagnies fassent de gros bénéfices et ne soient pas sans le sou. Et pourtant, elles touchent plus de 200 millions de dollars de fonds publics. C'est donc, je le répète, une mauvaise gestion des fonds gouvernementaux.

Voyons les cadeaux que le gouvernement donne aux grandes sociétés, ce qui me laisse à penser qu'il a probablement emprunté beaucoup plus d'argent à l'étranger que ne l'a jamais fait aucun de ses prédécesseurs dans le but de soutenir le dollar canadien à la baisse et dont la valeur s'établit aujourd'hui à 85c., ce dont le gouvernement se réjouit parfois. Il émet maintenant un nouveau billet de \$20 qui ne vaut guère que le dollar d'il y a quelques années. Il a emprunté des milliards de dollars pour soutenir le dollar à la baisse, et nous payons maintenant toutes sortes d'intérêts sur ces emprunts. En même temps, il permet aux sociétés de différer le paiement de leurs impôts. C'est de l'argent qu'il pourrait utiliser pour réduire son énorme déficit, et qui pourrait servir à raffermir l'économie nationale.